



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/10
8 octobre 2008

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL
Cinquante-sixième réunion
Doha, 8-12 novembre 2008

**PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL
DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION
POUR L'ANNÉE 2009**

TABLE DES MATIÈRES

I.	État de la mise en œuvre du programme des travaux de surveillance et d'évaluation de 2007	3
II.	Études d'évaluation et travaux de surveillance prévus pour 2009	4
	a) Évaluations en cours et évaluations proposées.....	4
	b) Modalités de mise en œuvre et démarche méthodologique	8
	c) Budget	9
III.	Suite à donner par le Comité exécutif	10

Annexes:

Annexe I	Projets/secteurs proposés pour des études théoriques et des évaluations de missions dans le projet de programme des travaux de surveillance et d'évaluation pour 2009
----------	---

I. État de la mise en œuvre du programme des travaux de surveillance et d'évaluation de 2008

1. Les évaluations ci-après ont été réalisées conformément au programme des travaux de surveillance et d'évaluation de 2008.

- a) **Rapport final de l'évaluation de la gestion et de la surveillance des plans nationaux d'élimination dans les pays n'étant pas des pays à faible volume de consommation :** Le rapport de synthèse préparé à partir de huit études de cas a été présenté à la 54^e réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/12). Après avoir examiné le rapport et ses recommandations, le Comité exécutif, dans sa décision 54/11, a encouragé les pays visés à l'article 5 n'étant pas des pays à faible volume de consommation ayant adopté un plan d'élimination à examiner plusieurs recommandations contenues dans le rapport. Il a aussi demandé au PNUE de diffuser le module interactif de formation en ligne et le manuel destiné aux agents de douane rédigé en Argentine à tous les pays visés à l'article 5 intéressés. Le Comité a aussi demandé aux agences d'exécution de remplir soigneusement les nouveaux tableaux récapitulatifs des accords pluriannuels afin d'améliorer les données transmises et la clarté des rapports annuels sur la mise en œuvre, et de s'assurer que toutes les lignes directrices de la vérification ont été respectées.
- b) **Étude théorique sur l'évaluation des projets de renforcement des institutions :** Le rapport a été présenté à la 54^e réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/13). Après avoir discuté de plusieurs questions soulevées dans l'étude théorique et suggéré d'autres sujets d'analyse plus poussés, le Comité exécutif a pris note de l'étude de cas sur l'évaluation des projets de renforcement des institutions, y compris les points à évaluer proposés et le plan de travail pour la deuxième étape de l'évaluation.
- c) **Rapport final de l'évaluation des projets de renforcement des institutions :** Les consultants ont assisté à des réunions de réseau dans toutes les régions, recueilli des questionnaires envoyés à tous les pays visés à l'article 5, discuté avec la plupart des administrateurs de l'ozone et plusieurs représentants de pays non visés à l'article 5 et agences d'exécution, et préparé 14 études de pays et 7 études de cas régionales. Le rapport de synthèse préparé à partir de cette information est présenté à la 56^e réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/8).
- d) **Étude théorique sur l'évaluation des plans de gestion de l'élimination finale :** Le rapport a été présenté à la 55^e réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/8). Le Comité exécutif a pris note de l'information contenue dans l'étude théorique sur l'évaluation des plans de gestion de l'élimination finale dans les pays à faible volume de consommation, y compris les points à évaluer proposés et le plan de travail pour la deuxième étape de l'évaluation, qui seront amendés à partir des commentaires reçus des membres du Comité exécutif.
- e) **Le rapport d'achèvement global de 2008** donne au Comité exécutif un aperçu des résultats transmis dans les rapports d'achèvement de projet reçus au cours de la période visée par le rapport, c'est-à-dire depuis la 53^e réunion, en novembre 2007. Il rend compte aussi de la suite donnée à la décision 53/6 qui a pour objet d'assurer la conséquence de toutes les données fournies dans les rapports d'achèvement de projet, dans l'inventaire et dans les rapports périodiques annuels des agences d'exécution, et sur leurs efforts de fournir les informations manquantes et les rapports d'achèvement non reçus. Le rapport contient également les leçons tirées des rapports périodiques annuels des accords

pluriannuels, conformément à la décision 48/12. Le rapport est présenté à la 56^e réunion du Comité exécutif (UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/9).

- f) Des progrès ont été accomplis dans la mise au point de l'introduction des **tableaux récapitulatifs des accords pluriannuels**. Ces tableaux récapitulatifs se sont avérés utiles pour la préparation et l'examen des projets, même si, dans certains cas, la qualité et le caractère complet des données saisies n'ont pas été satisfaisants. Les travaux se sont poursuivis afin que tous les tableaux soient remplis de façon à en assurer la bonne qualité avant que les agences d'exécution ne saisissent les données des tranches subséquentes. Malgré les imperfections, le modèle a surtout été utilisé pour préparer les nouveaux plans d'élimination des CFC et plus récemment, afin de préparer et d'examiner les demandes de nouvelles tranches pour des plans d'élimination des CFC existants. L'utilisation permanente des modèles, conformément à la décision 54/11 c), jumelée à des plans de mise en œuvre annuels plus clairs, devrait faciliter la remise de meilleurs rapports sur les tranches annuelles des accords pluriannuels.
- g) **Des prototypes des tableaux de profil de pays** ont été créés en guise de suivi à la décision 53/8. Un exemple de profil de pays ainsi préparé est joint à l'annexe I au document UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/7. Les tableaux ont été préparés aux fins de présentation sur le réseau Intranet du Secrétariat. Les données ont été extraites des banques de données maintenues par les Secrétariats du Fonds et de l'ozone, et seront actualisées automatiquement dès que des changements sont apportés aux banques de données sources.

II. Études d'évaluation et travaux de surveillance prévus en 2009

a) Évaluations en cours et évaluations proposées

2. Les rapports suivants sont proposés pour le programme de travail de surveillance et d'évaluation pour l'année 2009, qui comprend à la fois la suite des travaux entrepris et financés dans le cadre du programme de travail de 2008 et de nouvelles activités. Ils ont été choisis en raison de l'utilité des études d'évaluation proposées pour achever l'élimination de la consommation de CFC restante déjà prévue et comme source de leçons tirées dans la planification et la mise en œuvre de plans et de projets d'élimination des HCFC.

- a) **Rapport final sur l'évaluation des plans de gestion de l'élimination finale (en cours) :** Ces plans représentent le principal moyen d'éliminer la consommation restante de CFC et autres SAO dans les pays à faible volume de consommation. L'étude théorique (UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/8) révèle que les progrès réalisés et les leçons tirées de la réalisation de l'élimination et de la conformité aux échéances intermédiaires de réduction de 50 et de 85 pour cent des CFC seront évalués dans plusieurs études de cas de pays, en tenant compte des possibilités de partager les coûts de la collecte de données sur les pays et de l'évaluation des projets de renforcement des institutions. À la suggestion de plusieurs membres à l'occasion de la 55^e réunion du Comité exécutif, la deuxième étape de l'évaluation portera sur les leçons tirées aux fins d'utilisation dans de futurs projets et programmes d'élimination des HCFC. Elle fournira une analyse comparative des différentes stratégies, dont les mesures législatives et les modes d'exécution choisis par les pays pour éliminer la consommation restante de CFC. Elle examinera aussi les moyens d'assurer une surveillance adéquate et une communication efficace des données sur les programmes de récupération et de recyclage contenus dans les plans de gestion de

l'élimination finale, et indiquera comment la formation, les outils et l'équipement fournis dans le cadre des plans de gestion de l'élimination finale peuvent contribuer à l'élimination des HCFC dans le secteur de l'entretien.

- b) **Étude théorique approfondie (en cours) et rapport final de l'évaluation des projets sur les refroidisseurs (proposé) :** Le financement du remplacement des refroidisseurs à base de CFC a été une des difficultés du programme de financement du Fonds multilatéral fondé en très grande partie sur des subventions, à cause du très grand nombre de refroidisseurs (11 700 refroidisseurs centrifuges dans les 17 plus grands pays visés à l'article 5, comme l'indiquent les estimations contenues dans le rapport de 2004 du groupe de travail sur les refroidisseurs du Groupe de l'évaluation technique et économique), du coût de remplacement des refroidisseurs (de 150 000 \$US à 200 000 \$US par refroidisseur) et du fait que les très grandes économies d'énergie réalisées grâce à des refroidisseurs sans CFC plus efficaces (environ 30 pour cent) réduiraient les coûts différentiels de la reconversion à zéro ou moins. La faisabilité technique et l'attrait financier de remplacer les refroidisseurs doivent néanmoins être documentés et mis en évidence pour les bailleurs de fonds potentiels. Les propriétaires de centres commerciaux et d'hôtels manifestent souvent peu d'intérêt à réaliser des économies d'énergie ou ont d'autres priorités, et les établissements du secteur public, tels que les hôpitaux, où sont situés plusieurs vieux refroidisseurs, ont énormément de difficulté à mobiliser les investissements nécessaires. Le Fonds multilatéral a financé plusieurs projets pilotes et de démonstration afin de surmonter ces obstacles et de démontrer la faisabilité technique de réaliser des économies et la viabilité économique de mobiliser des ressources autres que le Fonds multilatéral afin de reproduire les projets pilotes.
- c) Le projet de refroidisseurs de la Thaïlande, cofinancé par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le projet de refroidisseurs du Mexique, cofinancé par une institution financière locale, et les programmes nouvellement élargis de démonstration du remplacement des refroidisseurs ont créé des expériences et présenté les leçons sur la façon dont le Fonds multilatéral a collaboré avec d'autres institutions de financement (multilatérales telles que le FEM, bilatérales telles que l'Agence française de développement (AFD) et les banques locales), la façon dont les programmes de financement ont été mis au point, la façon dont ils harmonisent les mandats des parties impliquées, les problèmes éprouvés et la façon de les surmonter, la façon dont les changements d'orientation tels que l'adoption du cadre d'allocation des ressources du FEM ont affecté l'accès au financement et la façon dont les procédures d'exploitation et les dispositions administratives des différents organismes ont influencé le succès, le coût et les délais pour la mobilisation du cofinancement. Il n'y a pas eu d'évaluation systématique des différents projets du Fonds multilatéral dans ce secteur d'activités. L'évaluation examinera de près les activités du Fonds multilatéral et des agences d'exécution pour la mise sur pied des programmes de cofinancement avec d'autres établissements. Les expériences acquises, les difficultés surmontées et les leçons tirées serviront assurément au développement de programmes de cofinancement pour financer l'élimination des HCFC. L'évaluation cherchera aussi à établir si le secteur privé a remplacé ses refroidisseurs et dans quelle mesure ce remplacement a été réalisé, avec ou sans mesures d'encouragement du Fonds multilatéral, afin de déterminer si les programmes d'encouragement ont eu l'effet déclencheur ou multiplicateur voulu. Des changements dans les circonstances, tels que la création de nouvelles possibilités de financement, l'adoption de lois plus sévères, la sensibilisation à l'objectif de l'élimination finale de 2010 et l'absence de CFC-11 vierges et/ou recyclés ainsi que leur prix plus élevé, de même que des meilleures solutions pour le remplacement seront aussi analysées,

en toute vraisemblance. Les enjeux et les meilleurs choix d'études de cas de pays se démarqueront clairement lorsque l'étude théorique les aura examinés de façon plus approfondie.

- d) Évaluation des expériences tentées lors de la reconversion des entreprises de fabrication de mousse et des activités de production de mousse isolante dans les entreprises de réfrigération à des solutions de remplacement sans HCFC telles que les hydrocarbures, l'eau et le HFC-245a (proposé) : Un très grand nombre d'industries de pays visés à l'article 5 ont décidé de passer directement du CFC-11 à une solution finale telle que les hydrocarbures ou l'eau lors de l'élimination du CFC-11 utilisé dans la fabrication de mousses et de la mousse isolante de l'équipement de réfrigération, surtout les entreprises de fabrication de mousse isolante pour les réfrigérateurs domestiques. Le Fonds multilatéral a financé 493 de ces reconversions dans le secteur des mousses et 119 dans le secteur de la réfrigération (voir l'annexe I). Cependant, plusieurs entreprises ont décidé de reconvertir leurs activités du CFC au HCFC-141b, en sachant très bien que cette solution était une solution de transition et qu'il leur incomberait d'assurer la transition finale (488 projets approuvés dans le secteur des mousses et 343 dans le secteur de la réfrigération). Ce deuxième scénario a été retenu pour plusieurs raisons, principalement pour des raisons de sécurité, surtout pour les petites entreprises, et à cause des normes de l'industrie et du bâtiment, et des raisons de coût et de la situation du marché. Conformément à la décision XIX/6 de la dix-neuvième Réunion des Parties, les HCFC à valeur PAO élevée, tels que le HCFC-141b, doivent être éliminés en premier, en tenant compte de la situation du pays, afin que les pays visés à l'article 5 puissent respecter l'échéance de 2013 et la première étape de réduction de 10 pour cent en 2015.
- e) Il serait utile d'examiner la situation après la reconversion dans les entreprises qui ont choisi l'étape intérimaire du HCFC-141b et dans les entreprises qui ont reconverti à une solution sans SAO. La comparaison pourrait examiner les bienfaits pour l'environnement, les coûts à court et à long terme des différentes solutions, le rôle des sociétés de formulation dans la reconversion des entreprises de mousse, l'acceptation sur le marché de produits fabriqués avec la technologie intérimaire au lieu de la reconversion finale, les questions liées à la sécurité et le caractère concurrentiel des deux groupes d'entreprises, et la situation particulière des pays à faible volume de consommation et des petites et moyennes entreprises. Cette comparaison pourrait fournir des leçons aux pays visés à l'article 5 et aux industries pour faciliter leurs décisions sur les choix technologiques pour l'élimination des HCFC en tenant compte des technologies de remplacement existantes. Elle permettrait aussi d'évaluer le statu quo des entreprises qui ont adopté la solution intérimaire, à savoir si elles préfèrent conserver la technologie à base de HCFC, où elles en sont rendues dans leur planification en vue de la solution finale ou si elles ont déjà adopté la solution finale pour des raisons liées au marché.

3. Les outils de surveillance et d'évaluation en développement ou proposés, tels que les tableaux récapitulatifs des accords pluriannuels, les profils de pays et les rapports d'achèvement de projet pour les accords pluriannuels, ont pour but de faciliter la remise de rapports et l'accès aux données pour les diverses parties prenantes, dont les membres du Comité exécutif, de faciliter l'examen des projets par le Secrétariat du Fonds et d'améliorer la transparence et l'obligation de rendre compte des activités planifiées et mises en œuvre et des résultats obtenus. Ces outils serviront aussi à la surveillance et la remise de rapports sur les plans et projets d'élimination des HCFC :

- a) **Mise au point des tableaux récapitulatifs en ligne pour les accords pluriannuels** : Ces tableaux ont été créés afin d'harmoniser l'information sur les résultats de la tranche de

financement précédente et des activités de la tranche pour laquelle le financement est demandé. Les modes de saisie de données ont été mis au point et des travaux plus poussés s'imposent afin de créer un programme d'interrogation, un format d'impression et un modèle de rapport plus conviviaux, ainsi que des outils de regroupement pour les futurs rapports sommaires. Le maintien permanent de la banque de données doit aussi être assuré. Ces mesures faciliteront l'utilisation régulière des tableaux, comme demandé à la décision 54/11 c).

- b) **Achèvement du développement des profils de pays en ligne :** Les travaux consistent à mettre au point les tableaux et les mécanismes de saisie de données en créant des interrogations préformatées conviviales et en consultant l'équipe du Programme d'aide à la conformité du PNUE et d'autres agences d'exécution et pays visés à l'article 5 sur le contenu des projets de profils de pays avant de les publier sur le Web, afin, notamment d'évaluer les risques, conformément à la décision 53/8. Les commentaires et les amendements reçus, y compris les éléments liés aux facteurs déterminant les risques de non-conformité tels que les cadres juridiques pertinents utilisés et autres renseignements de base fournis, seraient pris en compte pour la version définitive prévue pour la 57^e réunion du Comité exécutif.
- c) **Mise au point d'un modèle de rapport d'achèvement pour les accords pluriannuels :** Cette activité devrait être menée à terme vers le milieu de 2009. Le modèle de rapport tiendra compte de l'information contenue dans les tableaux récapitulatifs des accords pluriannuels et fournira des données sur les activités achevées, les résultats obtenus, les fonds décaissés et les soldes, et acceptera des sections supplémentaires pour l'évaluation, plus particulièrement les leçons tirées aux fins de préparation et de mise en œuvre des plans de gestion de l'élimination des HCFC. Ce modèle est nécessaire, car les deux premiers accords pluriannuels ont été déclarés achevés en 2006 et trois autres en 2007, tandis que la plupart des accords pluriannuels doivent être menés à terme en 2009 et 2010.
- d) **Rapport global d'achèvement de projet pour 2008 :** Ce rapport obligatoire à remettre chaque année à la troisième réunion du Comité exécutif résume les résultats et les leçons tirées des rapports d'achèvement de projet reçus au cours de la période visée par le rapport.

4. Le tableau 1 présente un aperçu des études d'évaluation et des travaux de surveillance proposés pour 2009. D'autres activités pour 2010 seront proposées à la fin de 2009.

Tableau 1

CALENDRIER DE 2009 POUR LA REMISE DES DOCUMENTS SUR LA SURVEILLANCE ET L'ÉVALUATION AU COMITÉ EXÉCUTIF

1^{re} réunion de 2009 (57^e)	2^e réunion de 2009 (58^e)	3^e réunion de 2009 (59^e)	1^{re} réunion de 2010 (60^e)
<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final sur l'évaluation des plans de gestion de l'élimination finale • Étude théorique sur l'évaluation des projets de refroidisseurs • Rapport sur le développement des profils de pays en ligne 	<ul style="list-style-type: none"> • Étude théorique approfondie sur les expériences réalisées dans la reconversion de la fabrication de la mousse à des technologies à base de HCFC et sans HCFC • Rapport sur le développement des rapports d'achèvement des projets pluriannuels 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de l'évaluation finale des projets de refroidisseurs • Rapport global d'achèvement de projets de 2008 • Projet de programme de travail de surveillance et d'évaluation de 2009 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final de l'évaluation de la reconversion de la fabrication de la mousse à des technologies à base de HCFC et sans HCFC

b) Modalités de mise en œuvre et démarche méthodologique

5. La préparation d'études théoriques aux fins d'examen par le Comité exécutif s'est avérée utile pour le recensement des principaux points à évaluer et la préparation des paramètres adéquats pour les visites sur le terrain. Cette pratique sera donc maintenue. Une étude théorique consiste à préparer un examen détaillé des documents des projets, des rapports périodiques, des rapports d'achèvement de projet et autres renseignements pertinents à partir des banques de données qu'offre le Secrétariat du Fonds multilatéral. L'étude théorique approfondie utilise aussi d'autres sources d'information telles que les entrevues téléphoniques et par courriel, la participation à des réunions de réseau et, dans certains cas, des visites sur le terrain afin de compléter l'information écrite et préparer le terrain à fond en vue du volet principal de l'évaluation.

6. Des méthodes d'évaluation particulières sont préparées pour chacune des études. Ces méthodes comprennent le développement de questionnaires et/ou de lignes directrices pour des entrevues structurées qui seront menées auprès d'intervenants publics et privés compétents lors de visites à un échantillonnage représentatif de pays des différentes régions. Les études de cas découlant de ces visites sont ensuite résumées et les rapports sommaires avec les conclusions et les recommandations sont présentés au Comité exécutif.

7. Tous les projets de rapports d'évaluation font l'objet de longues discussions avec les bureaux de l'ozone des pays visités et les agences d'exécution et bilatérales compétentes, et les commentaires reçus sont pris en compte dans les versions définitives. Cette étape facilite les discussions au sein du Comité exécutif et l'acceptation des recommandations.

8. Les rapports d'évaluation remis au Comité exécutif font l'objet d'une distribution générale, conformément à la décision 46/7 c). Ils sont publiés sur le site Web public du Secrétariat (www.multilateralfund.org) au moment de l'envoi, avec les décisions prises par le Comité exécutif à

l'issue des discussions sur les rapports. Le projet et les études de cas des pays sont affichés sur le réseau Intranet du Secrétariat.

c) Budget

9. Les principaux éléments budgétaires de la réalisation des évaluations proposées sont les honoraires et les frais de déplacement des consultants. Le recours aux consultants contractuels a généralement donné de bons résultats, car ce sont des experts dans des domaines spécialisés et ils coûtent beaucoup moins cher que les cabinets d'experts-conseils. Ainsi, la pratique d'embaucher des consultants contractuels provenant de pays visés à l'article 5 et de pays non visés à l'article 5 et offrant une représentation équitable des sexes pour mener les évaluations sera maintenue, dans la mesure du possible. Cette pratique s'applique également aux travaux de surveillance et de remise de rapports en ligne, car les entreprises, surtout les grandes entreprises, possèdent rarement la souplesse nécessaire pour répondre aux commentaires reçus sur plusieurs mois et travailler continuellement à apporter les améliorations nécessaires.

10. Le tableau 2 ci-dessous propose une estimation des coûts des activités de surveillance et d'évaluation proposées pour l'année 2008. Les coûts de mettre au point les évaluations des plans de gestion de l'élimination finale et l'étude théorique sur les projets de refroidisseurs ont déjà été intégrés au budget du programme de travail de 2008. Les études théoriques coûtent environ 10 000 \$US ou plus, lorsqu'elles exigent des visites sur le terrain. Les études de cas de pays coûtent environ 10 000 \$US, en moyenne, par pays pour les honoraires et les frais de déplacement des consultants, et les projets de rapport de synthèse coûtent de 10 000 \$US à 20 000 \$US, selon le nombre de consultants ayant participé. Ces chiffres peuvent varier d'une étude à l'autre selon la méthode utilisée. Il faut donc prévoir une certaine souplesse dans les dépenses d'une étude à l'autre. Le budget total proposé pour le programme de travail de 2009 est de 326 000 \$US, tout comme en 2008.

Tableau 2

BUDGET PROPOSÉ POUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION DE 2009

Description	Montant (\$US)
Études de cas et rapports finaux sur l'évaluation des projets de refroidisseurs, plus particulièrement les programmes d'encouragement et le cofinancement	90,000
Étude théorique approfondie sur les expériences réalisées dans la reconversion de la fabrication de la mousse à des technologies sans HCFC	30,000
Études de cas et rapport final sur les expériences réalisées dans la reconversion de la fabrication de la mousse à des technologies à base de HCFC et sans HCFC	120,000
Travail de programme pour la mise au point des tableaux d'accords pluriannuels et des profils de pays	30,000
Frais de déplacement du personnel	50,000
Équipement (ordinateurs, etc.)	4,000
Communications (téléphone, postiers etc.)	2,000
TOTAL	326,000

III. Suite à donner par le Comité exécutif

11. Le Comité exécutif pourrait souhaiter approuver le programme de travail de surveillance et d'évaluation proposé pour 2009 et son budget de 326 000 \$US, présentés dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/10.



**United Nations
Environment
Programme**

Distr.
GENERAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/10
8 October 2008

ORIGINAL: ENGLISH



EXECUTIVE COMMITTEE OF
THE MULTILATERAL FUND FOR THE
IMPLEMENTATION OF THE MONTREAL PROTOCOL
Fifty-sixth Meeting
Doha, 8-12 November 2008

DRAFT MONITORING AND EVALUATION WORK PROGRAMME FOR THE YEAR 2009

TABLE OF CONTENTS

I.	Status of implementation of the 2008 monitoring and evaluation work programme.....	3
II.	Evaluation studies and monitoring work foreseen in the year 2009	4
	(a) Evaluations underway and proposed	4
	(b) Implementation modalities and methodological approach.....	7
	(c) Budget	8
III.	Action expected from the Executive Committee	8
Annex I	Projects/sectors proposed for desk studies and field evaluations in the draft monitoring and evaluation work programme for the year 2009	

I. Status of implementation of the 2008 monitoring and evaluation work programme

1. The following evaluation and monitoring activities were implemented in line with the 2008 monitoring and evaluation work programme:

- (a) **Final report on the evaluation of management and monitoring of national phase-out plans (NPPs) in non-low-volume-consuming (non-LVC) countries:** the synthesis report based on eight country case studies was presented to the 54th Meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/12). After consideration of the report and its recommendations the Executive Committee encouraged in decision 54/11 non-LVC Article 5 countries implementing phase-out plans to consider a number of recommendations contained in the report. It also requested UNEP to disseminate to all interested Article 5 countries the on-line interactive customs training module and the manual for customs officers developed in Argentina. The Committee further requested implementing agencies to carefully complete the new multi-year agreement (MYA) overview tables, to improve the content and clarity of annual implementation reports (AIPs), and to ensure that all verification guidelines were followed.
- (b) **Desk study on the evaluation of institutional strengthening projects:** the report was presented to the 54th Meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/54/13). After discussing several issues raised in the desk study and suggesting additional topics for further analysis, the Executive Committee noted the desk study on the evaluation of institutional strengthening projects, including the proposed evaluation issues and work plan for the second phase of the evaluation.
- (c) **Final report on the evaluation of institutional strengthening projects:** consultants visited network meetings in all regions, collected questionnaires sent to all Article 5 countries, discussed with most ozone officers and many representatives from non-Article 5 countries and implementing agencies and prepared 14 country and 7 regional case studies. The synthesis report based on this information is being presented to the 56th Meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/8).
- (d) **Desk study on the evaluation of terminal phase-out management plans (TPMPs):** the report was presented to the 55th Meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/8). The Executive Committee noted information contained in the desk study on the evaluation of TPMPs in low-volume-consuming (LVC) countries including the proposed evaluation issues and work plan for the second phase of the evaluation, to be amended based on comments received from Members of the Executive Committee.
- (e) **The consolidated project completion report (PCR) for 2008** provides the Executive Committee with an overview of the results reported in the PCRs received during the reporting period, i.e., since the 53rd Meeting in November 2007. It also reports on the follow-up to decision 53/6 with regard to establishing full consistency of data provided in PCRs, in the inventory and in the annual progress reports of the implementing agencies, and on their efforts to provide previously missing information and outstanding PCRs. In line with decision 48/12, lessons learned in the annual progress reports of MYAs are also included. The report is being presented to the 56th Meeting of the Executive Committee (UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/9).
- (f) Work further progressed with regard to finalizing the introduction of **overview tables for multi-year agreements**. These overview tables had been found useful for project preparation and review, although the quality and completeness of the data entered was

still not satisfactory in some cases. Work was ongoing to ensure that all tables were completed to a good quality before data for subsequent tranches were entered by implementing agencies. Despite the remaining imperfections, the format was used in most cases to prepare new CFC phase-out plans and recently also to prepare and review requests for new tranches of existing CFC phase-out plans. Regular use of the forms, as requested in decision 54/11(c), together with clearer annual implementation plans should facilitate improved reporting on annual tranches of MYAs.

- (g) **A prototype set of country profile tables** has been designed, as follow-up to decision 53/8. An example of such a country profile was included as Annex I to document UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/7. The tables were programmed for presentation on the Secretariat's intranet. The data were extracted from databases maintained by the Ozone and the Fund Secretariats and would be updated automatically as the source databases changed.

II. Evaluation studies and monitoring work foreseen in the year 2009

(a) Evaluations underway and proposed

2. The following reports are being proposed for the monitoring and evaluation work programme for 2009, partly as continuation of work started and funded under the 2008 work programme and partly as new activities. The main selection criteria was the usefulness of the suggested evaluation studies for finalizing the phase-out of remaining CFC consumption as scheduled and for generating lessons learned for the planning and implementation of HCFC phase-out projects and plans:

- (a) **Final report on the evaluation of TPMPs (underway):** those plans are the main modality for phasing out the remaining consumption of CFCs and other ODS in LVC countries. In line with the desk study (document UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/8), the progress achieved and lessons learned in achieving phase-out and compliance with the 50 per cent and 85 per cent reduction steps for CFCs will be evaluated in a number of country case studies, taking into account opportunities for cost-sharing in terms of country-level data collection with the evaluation of institutional strengthening projects. As per the suggestions of members of the Executive Committee at the 55th Meeting, the second phase of the evaluation will focus on lessons learned for future projects and programmes for HCFC phase-out. It will provide a comparative analysis of the different strategies including legislation and enforcement that countries selected in phasing out their last remaining CFC consumption. It will also look at how to ensure adequate monitoring of and reporting on recovery and recycling programmes in TPMPs, and indicate how training, tools and equipment supplied under TPMPs could contribute to the phase-out of HCFCs in the servicing sector.
- (b) **Extended desk study (underway) and final report on the evaluation of chiller projects (proposed):** financing the replacement of CFC-based chillers has been one of the challenges under the predominantly grant-based funding scheme of the Multilateral Fund. This is due to the large number of chillers (11,700 centrifugal chillers in the 17 largest Article 5 countries according to estimates in the report of the 2004 TEAP chiller task force) and funding requirements (about US \$150,000 to US \$200,000 replacement cost per chiller) on one side and on the other side the fact that the high energy savings from more efficient non-CFC chillers (usually about 30 %) would typically reduce the incremental cost of the conversion to zero or below. Nevertheless, the technical feasibility and financial attractiveness of chiller replacements needs to be documented and demonstrated to potential financing institutions. The owners of shopping malls or

hotels are often not interested in realizing the energy savings or have other priorities, and public sector institutions such as hospitals where many of the old chillers are located, have had great difficulties in mobilizing the required investment budget. To overcome these difficulties, a number of pilot schemes and demonstration projects were funded by the Multilateral Fund to demonstrate the technical feasibility to generate energy savings and the economic viability to mobilize resources external to the Multilateral Fund to duplicate the pilot projects.

- (c) The Thai chiller programme with co-financing from the Global Environment Facility (GEF), the Mexican chiller project with co-funding from a local financing institution and the recently expanded chiller replacement demonstration programmes have generated experiences and lessons learned on how the Multilateral Fund has worked with other financing institutions (multilateral like GEF, bilateral like the Agence Française de Développement (AFD) and local banks), how the funding schemes were put together, how they complemented each other in their mandates, what barriers were encountered and how they were overcome, how policy changes like the introduction of the Resource Allocation Framework in the GEF may have affected access to funding, and how the operating procedures and administrative arrangements of different organizations have impacted on the success, cost and timing of mobilizing co-funding. This is an area where there has been no systematic assessment of the various projects by the Multilateral Fund. The evaluation plans to examine closely the activities of the Multilateral Fund and implementing agencies in setting up co-funding programmes with other institutions. The experiences gained, problems overcome and lessons learned are likely to be useful for developing co-funding schemes for the funding of HCFC phase-out as well. Other evaluation issues concern analyzing whether and to what extent the private sector has converted chillers with or without incentives from the Multilateral Fund in order to see whether the intended catalytic or multiplier effect of the incentive programmes took place. Changing circumstances such as opening up of other funding options, introduction of stricter legislation, awareness raising about the 2010 final phase-out target and non-availability and increased prices of virgin CFC-11 and/or recycled CFC-11, as well as better options for retrofits are also likely to be analyzed. The issues and best choices for country case studies will come out clearly once the ongoing desk study has explored them further.
- (d) **Evaluation of experiences made in converting foam-manufacturing companies and foam insulation production in refrigeration companies to non-HCFC alternatives, such as hydrocarbons, water and HFC-245fa (proposed):** in the phase-out of CFC-11 in the manufacture of foams and the foam-insulation part of refrigeration equipment, a considerable number of industries in Article 5 countries decided to move straight from CFC-11 to a final solution such as hydrocarbon or water, especially for foam insulation in the domestic refrigeration sectors. The Multilateral Fund supported 493 such conversions in the foam sector and 119 in the refrigeration sector (see Annex I). At the same time there were also numerous companies that decided to move from CFC to HCFC-141b, with the clear understanding that the chosen alternative was a transitional solution and the final conversion would be their own responsibility (488 approved projects in the foam and 343 in the refrigeration sector). This happened for a number of reasons mainly related to safety concerns, especially for small companies, industry and building standards as well as cost and market considerations. As per decision XIX/6 of the Nineteenth Meeting of the Parties, HCFCs with a relatively high ODP value such as HCFC-141b should be phased out first taking into account national circumstances, to enable Article 5 countries to meet the freeze in 2013 and the first reduction step of 10 per cent in 2015.

- (e) It would be useful to examine the post-conversion situations in those enterprises that took the interim step of moving from CFC-11 to HCFC-141b, and those which chose the conversion to non-ODS. A comparison could look into the environmental benefits, the short-term versus the longer-term cost implications of the various alternatives, the role of systems houses in the conversion of foam companies, the market acceptance of the products with interim versus the final conversion, the safety situation and the competitiveness of the two groups of companies, and the particular situation of LVC countries and of small and medium-sized enterprises. This could provide lessons learned for Article 5 countries and industries to facilitate their decisions on technology choices for phasing out HCFCs in view of available HCFC alternatives. It would also make it possible to assess the status quo of those companies that took the interim solution, whether they prefer to stay with HCFC technology, whether they are in the meantime planning the second conversion or whether they have already moved to a final conversion due to market reasons.

3. The monitoring and reporting tools under development or suggested, like the MYA overview tables, the country profiles and the PCR format for MYAs are designed to facilitate reporting, to allow easy access to data by various stakeholders, including members of the Executive Committee, to facilitate project review by the Fund Secretariat and to improve transparency and accountability of activities planned and implemented and results achieved. These tools will also be useful for monitoring of and reporting on HCFC phase-out plans and projects:

- (a) **Finalizing the web-based overview tables on multi-year agreements:** these tables have been created to standardize the information on results obtained under the previous funding tranche and activities planned under the tranche for which funding is requested. The data input formats have been completed and further work is required to create a user friendly query facility, reporting and printing formats as well as aggregation tools for future summary reporting. Continuous maintenance of the database also needs to be assured. This will facilitate the regular use of the tables as requested in decision 54/11(c).
- (b) **Completing the development of web-based country profiles:** this work consists of finalizing the tables and data importing mechanisms, by developing user friendly pre-formatted queries and by consulting with UNEP's Compliance Assistance Programme (CAP) team and other implementing agencies and Article 5 countries on the content of draft country profiles before placing them on the web, in particular with regard to assessing risks of non-compliance, as per decision 53/8. Comments and amendments received, including considerations relating to the factors determining the risks of non-compliance such as adequate legal frameworks implemented and other background information provided, would be taken into account for the final version scheduled for completion by the 57th Meeting of the Executive Committee.
- (c) **Development of a completion report format for MYAs:** this is planned to be completed by mid-2009, taking into account the information in the MYA overview tables, providing data on activities completed, results obtained, funds disbursed and remaining balances, and adding assessment sections, in particular on lessons learned for preparation and implementation of HPMPs. Such a format is needed as the first two MYAs were reported as completed in 2006 and another three in 2007 while most MYAs are scheduled for completion in 2009 and 2010.
- (d) **Consolidated project completion report for 2008:** this is a statutory report due for presentation to the third meeting of the Executive Committee in each year, summing up the results and lessons learned in the PCRs received during the reporting period.

4. An overview of the evaluation studies and monitoring work proposed for 2009 is presented in Table 1 below. For 2010, further activities will be suggested at the end of 2009.

Table 1

2009 SCHEDULE FOR SUBMISSION OF DOCUMENTS ON MONITORING AND EVALUATION TO THE EXECUTIVE COMMITTEE

1st Meeting 2009 (57th)	2nd Meeting 2009 (58th)	3rd Meeting 2009 (59th)	1st Meeting 2010 (60th)
<ul style="list-style-type: none"> • Final report on the evaluation of TPMPs • Desk study on the evaluation of chiller projects • Report on the development of web-based country profiles 	<ul style="list-style-type: none"> • Extended desk study on experiences made in converting foaming operations to HCFC and to non-HCFC alternatives • Report on the development of completion reports for MYAs 	<ul style="list-style-type: none"> • Final evaluation report on chiller projects • 2008 consolidated project completion report • Draft 2009 monitoring and evaluation work programme 	<ul style="list-style-type: none"> • Final report on the evaluation of converting foaming operations to HCFC and to non-HCFC alternatives

(b) Implementation modalities and methodological approach

5. The practice of preparing desk studies for consideration of the Executive Committee has proven to be useful for the identification of the main evaluation issues and the preparation of adequate terms of reference for field visits. This practice is therefore planned to be continued. Desk studies consists of preparing a detailed review of project documents, progress reports, project completion reports and other relevant information from the databases available in the Multilateral Fund Secretariat. Extended desk studies also use other sources of information such as interviews by phone and e-mail, participation in network meetings and in some cases a few field visits, in order to complement the written information and to develop a thorough approach to the main phase of the evaluation.

6. Specific evaluation methodologies are worked out for each study, including the elaboration of questionnaires and/or guidelines for structured interviews to be conducted with relevant public and private stakeholders during visits to a representative sample of countries in all regions. The case studies resulting from such visits are then synthesized and the summary reports with conclusions and recommendations presented to the Executive Committee.

7. All draft evaluation reports are extensively discussed with the ozone units of the countries visited and the implementing and bilateral agencies concerned, and the comments received are taken into account for the final versions. This facilitates the discussion in the Executive Committee and the acceptance of the recommendations.

8. In line with decision 46/7(c), evaluation reports submitted to the Executive Committee are for general distribution. They are posted on the public web site of the Secretariat (www.multilateralfund.org) at the time of dispatch, jointly with the decisions taken by the Executive Committee after discussing them. The project and country case studies are placed on the intranet of the Secretariat.

(c) Budget

9. The main budget items for conducting the proposed evaluations consist of fees and travel costs for consultants. The use of individual consultants has generally given good results due to their technical expertise in specialized fields and is significantly less costly than hiring consulting companies. Therefore, it is intended that the hiring of individual consultants from both non-Article 5 and Article 5 countries and with gender balance in mind for the evaluations planned will continue as much as possible. This applies also to programming work for web-based monitoring and reporting tools where companies, in particular larger ones, rarely have the flexibility needed to respond to comments received over several months and to continuously work on improvements.

10. Table 2 below provides best estimates of cost for the proposed evaluation and monitoring activities in the year 2008. The costs for finalizing the evaluations of TPMPs and of the desk study on chiller projects have already been budgeted in the 2008 work programme. Desk studies usually cost about US \$10,000 or more if some field visits are already involved. Country case studies cost about US \$10,000 on average per country for consultant's fees and travel cost, and the draft synthesis reports about US \$10,000 to 20,000, depending on the number of consultants involved. As those estimates may vary for each particular study, depending on the approach used, some flexibility in expenses between the various studies proposed is assumed. The total budget proposed for the 2009 work programme is US \$326,000, the same as in 2008.

Table 2

**PROPOSED BUDGET FOR THE 2009 MONITORING AND EVALUATION
WORK PROGRAMME**

Description	Amount (US \$)
Case studies and final report on the evaluation of chiller projects, focusing on incentive programmes and cofinancing	90,000
Extended desk study on experiences made in converting foaming operations to non-HCFC alternatives	30,000
Case studies and final report on experiences made in converting foaming operations to HCFC and to non-ODS alternatives	120,000
Programming work for finalizing MYA tables and country profiles	30,000
Staff travel	50,000
Equipment (computer, etc.)	4,000
Communication (phone, mail carriers, etc.)	2,000
TOTAL	326,000

III. Action expected from the Executive Committee

11. The Executive Committee may wish to consider approving the proposed 2009 work programme for monitoring and evaluation at a budget of US \$326,000, as shown in document UNEP/OzL.Pro/ExCom/56/10.

Annex I

**PROJECTS/SECTORS PROPOSED FOR DESK STUDIES AND FIELD EVALUATIONS IN THE DRAFT
MONITORING AND EVALUATION WORK PROGRAMME FOR THE YEAR 2009**

Sector	Agency	No. of Approved Projects	No. of Completed Projects	Total Funds Approved	Total Funds Disbursed	ODP Approved (tons)	ODP Phased Out (tons)	PCR Received
Chiller	Investment Projects							
	Total	7	7	2,708,783	1,473,219	65	67	6
	IBRD	4	4	1,803,443	604,496	55	55	4
	Bilateral	3	3	905,340	868,723	10	11	2
	Non-Investment Projects (Demonstration and Technical Assistance)							
	Total	18	6	15,937,314	1,319,926	105	4	5
	IBRD	2	1	7,590,629	706,017	105	4	1
	UNDP	5	1	4,059,353	75,000	0	0	0
	UNEP	1	0	200,000	0	0	0	0
	UNIDO	3	0	2,402,535	33,839	0	0	0
Bilateral	7	4	1,684,797	505,070	0	0	4	
Foam Sector: Conversions to non-HCFCs	Total	493	484	220,846,377	209,118,492	44,559	44,666	473
	IBRD	113	107	101,630,321	91,014,971	20,973	21,092	100
	UNDP	279	278	70,109,650	69,901,026	12,924	12,911	275
	UNIDO	77	75	43,094,875	42,191,640	9,650	9,650	75
	Bilateral	24	24	6,011,531	6,010,855	1,012	1,012	23
Foam Sector: Conversions to HCFCs	Total	488	487	125,281,658	123,958,253	20,172	20,057	477
	IBRD	98	98	26,409,191	26,377,061	4,364	4,342	96
	UNDP	344	343	78,745,750	77,454,475	12,594	12,546	336
	UNIDO	42	42	19,670,775	19,670,775	3,141	3,119	42
	Bilateral	4	4	455,942	455,942	73	50	3
Refrigeration Sector: conversions of foaming part to non-HCFCs	Total	119	116	166,456,299	164,684,388	18,101	18,029	111
	IBRD	28	27	34,382,318	34,094,267	4,035	4,032	25
	UNDP	22	22	29,967,344	29,950,196	3,429	3,430	22
	UNIDO	64	62	95,551,551	94,175,959	10,073	10,098	61
	Bilateral	5	5	6,555,086	6,463,966	564	469	3
Refrigeration Sector: Conversions of foaming part to HCFCs	Total	343	338	110,924,080	107,316,925	13,320	12,792	329
	IBRD	68	68	24,984,576	24,518,096	3,340	3,347	67
	UNDP	160	156	57,326,206	54,827,088	6,989	6,460	152
	UNIDO	113	112	28,506,403	27,866,461	2,985	2,981	110
	Bilateral	2	2	106,896	105,281	7	3	0